

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 11 juillet 2016

Jouons la prolongation des luttes

49-3, match retour ! Alors que nous manifestions une nouvelle fois mardi 5 juillet, le gouvernement est de nouveau passé en force à l'Assemblée nationale pour faire adopter la loi travail. Lors de la première utilisation du 49-3 pour faire passer la loi travail, les réactions avaient été nombreuses, tant l'hypocrisie de cette démocratie où la volonté du grand patronat est imposée envers et contre tout sautait aux yeux. Cette fois-ci, plus personne n'est surpris : oui, le gouvernement est totalement discrédité et minoritaire, c'est pour cela qu'il passe en force, qu'il s'en prend au droit de manifester.

Le patronat se frotte les mains. Déjà qu'il s'asseyait allègrement sur le Code du travail dans les entreprises, il espère maintenant avoir les mains encore plus libres pour faire sa loi. Sur le temps de travail, le salaire, les licenciements. Son offensive contre le monde du travail ne date pas de la loi travail, et il espère, avec elle, pouvoir l'intensifier. Comme à PSA Peugeot-Citroën, par exemple, où la direction impose un nouvel accord de compétitivité avec à la clé l'imposition de samedis travaillés et une plus grande modulation du temps de travail, ce qui a provoqué des débrayages, parmi les travailleurs. C'est sans compter sur nous. Car après ces quatre mois de mobilisation contre la loi travail nous avons plus qu'hier des atouts pour résister à cette offensive.

Quatre mois de mobilisations

En quatre mois, des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes se sont mobilisés. Douze journées de grève et de manifestations se sont succédé sans que l'on sente la détermination faiblir. Les cheminots, les raffineurs, les routiers, des éboueurs, des dockers ont participé à des grèves reproductibles. Ceux qui participaient à ce mouvement ont pu constater que le reste des travailleurs les soutenaient, malgré tous les pièges tendus par le gouvernement pour faire taire la contestation : les inondations, l'Euro de football, l'instrumentalisation des « casseurs ».

Ce mouvement est une expérience importante pour ceux qui y ont participé. Les travailleurs ne se laissent pas intimider. Surtout, le mouvement a permis d'affermir les liens entre les travailleurs les plus combattifs.

C'est fort de ces acquis que cette combattivité doit continuer de s'exprimer les mois à venir : à partir de septembre, pour montrer qu'on n'en a pas fini de

vouloir faire sauter cette satanée loi travail. Mais aussi pour mettre en échec, dans les entreprises, toutes les nouvelles attaques liées ou pas à la loi travail. Et pas tout seuls, chacun dans notre coin, entreprise par entreprise, mais en y résistant ensemble, comme la lutte de ces derniers mois l'a montré possible.

Leur spectacle

À côté de ce réel enjeu pour les travailleurs, c'est un autre jeu qui se prépare. En effet, après les différents événements sportifs de l'été, les médias vont jeter leur dévolu sur le cirque électoral de la présidentielle, dont ils vont nous abreuver pendant près d'un an.

La situation politique est marquée par le discrédit total du PS, dont les autres partis vont tenter de profiter. Mais sur quel terrain ? Pour Les Républicains, c'est celui de la « thérapie de choc » anti-ouvrière. Hollande a fait pire que Sarkozy, ce dernier promet de revenir au pouvoir et de faire pire que Hollande. Pour le FN, c'est le terrain de la division des travailleurs par le poison du racisme. Un leurre. Comme serait un leurre de croire aux sornettes d'un Mélenchon qui, au nom de la « souveraineté » ou de la « nation », nous désigne comme responsables de notre situation les technocrates européens de Bruxelles plutôt que le patronat bien français, notre ennemi direct, qui a voulu toutes ces attaques contre nous.

Notre partition

Plutôt que d'écouter la partition de ces joueurs de pipeau, nous ferions mieux de continuer à jouer la nôtre, et de plus en plus fort.

Pour que l'automne 2016 et l'année 2017 ne soient pas la saison des effets de manche des candidats à la mangeoire électorale, mais celle de la remontée des luttes.

Rats-le-bol

Les collègues du G36 ont vu débarquer une petite armée de rats. Conséquence de la crue selon la direction. Soit, mais comment donc expliquer les précédentes traces en cuisine ?

Ça change des chats tout mignons du G73. Mémoire d'éléphant quand il s'agit de chercher la petite bête. Les rats ça met toujours la puce à l'oreille : faudrait pas que le site se transforme en porcherie.

Con-formité

Après des années de flirt avec la ligne pour optimiser les chiffres de consommation et de pollution, on nous demande d'être « compliant », et pas qu'en matière environnementale.

À La Garenne, on a eu le droit à une heure de « break » où il fallait faire semblant de réfléchir à notre activité sur les normes. Fait inhabituel, on pouvait même réclamer une avalanche de ces formations « maisons » qu'affectionne la direction (tant qu'elle ne lui sont pas facturées en externe...).

Ces pauses obligatoires de 13h30 destinées à nous modeler, nous font frôler l'indigestion.

L'« esprit de la Loi Travail »... Ça Valls à PSA

Un nouvel accord compétitivité vient d'être signé à PSA par tous les syndicats sauf la CGT. Le 8 juillet, Manuel Valls twitte : « *Accord remarquable chez PSA : trouver avec les syndicats de l'entreprise les solutions pour s'adapter et rebondir. Esprit de la Loi Travail.* » Certes, PSA, Renault, voire la SNCF, n'ont pas attendu la Loi Travail pour imposer depuis 2013 leurs accords locaux et autres chantages qui prévalent de fait sur tout accord national. Le dernier à PSA accroît encore la flexibilité en allongeant des compteurs de modulation pour compenser au bon plaisir de la direction les heures ou les samedis supplémentaires par du chômage partiel sous payé.

Ne plus rémunérer la moindre heure supplémentaire, tout en faisant peser sur tous la menace de licenciements, rendus encore plus faciles et moins coûteux qu'avant, c'est en effet tout l'« esprit de la Loi Travail » !

Plus question de fric que de Brexit

Le Brexit est brandi par la direction et les syndicats complaisants pour faire signer le nouvel accord. C'était donc aussi ça que Tavares appelait « prendre des mesures adéquates » sur son blog.

Pas froid aux yeux, la direction affirme qu'elle perdrait 1,6 milliard d'€ sur le marché anglais. On a du mal à croire. En tout cas, elle pleurniche de ne pas avoir d'usine sur place. Pour cause : l'usine de PSA Ryton a été fermée en 2007 après avoir imposé à nos collègues anglais à coup de chantages (à la fermeture !) des baisses de rémunération et augmentations du temps de travail... exactement ce que prévoit le nouvel accord !

Barrières douanières et fluctuations de la monnaie ne sont que des prétextes bidon pour sauver leurs bénéfices sur notre dos...

Diviser pour mieux serrer nos ceintures

Non contente d'avoir mis fin aux augmentations de salaires à effet rétroactif, la direction a provoqué un glissement sans retour des augmentations individuelles I/C.

Une minorité d'heureux élus ont été augmentés en juin. Si vous n'avez rien vu passer, c'est que : soit vous aurez une rallonge en septembre, soit, comme la majorité, vous n'aurez rien du tout cette année.

Mais la direction met le secret sur cette 2^e vague, pour mieux l'annuler au moindre prétexte budgétaire.

Il est temps de mettre fin à l'hypocrisie.

100 % dans l'action

À l'usine de Saint-Ouen, samedi 9 juillet en séance de H+ collectif, 30 salariés ont fait grève et défilé dans les ateliers en scandant « les samedis au boulot, on en veut pas ». La direction péroré que les syndicats signataires du NCS2 représentent 80 % des salariés. Il est fort probable que 80 % des intéressés soient en désaccord avec cette affirmation.

La signature n'engage que ceux qui ont signé et ne va heureusement pas empêcher les salariés de se mobiliser contre son application.

Patron voyou et mauvais perdant

En mars 2012, PSA fermait le site de Moissy-Cramayel. Les 630 ouvriers et salariés, qui sont restés sur le carreau, avaient appris leur sort par la presse.

Aujourd'hui seule une trentaine d'entre eux a retrouvé un emploi stable. PSA avait tenté de maquiller les licenciements en rupture à l'amiable. Condamnée en première instance à indemniser les ouvriers, elle n'a pas hésité à faire appel malgré les cacahuètes que représentent pour elle les indemnités allouées (15 000 € en moyenne).

Mercredi 29 juin, une centaine de salariés ont fait le déplacement à Paris pour assister au procès en appel. Une bonne occasion d'exiger des indemnités multipliées par 10. Voilà qui leur ferait les pieds.

PSA, subventionné à nous licencier sur nos impôts

La direction du groupe PSA a avoué avoir été exonérée à hauteur de 196 millions depuis 2013 au titre du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi).

Un crédit d'impôts qui mérite bien son nom, car avec 17 000 emplois supprimés sur la même période, c'est comme si PSA avait reçu 11 500 € pour chaque collègue jeté dehors ! Avec l'État actionnaire à 14 %, PSA était en fait subventionné sur nos impôts à licencier en masse.

Maroc : 630 métallos en grève depuis 7 mois

Maghreb Steel emploie 1 500 salariés, dans des conditions catastrophiques et pour des salaires très insuffisants. Pour se défendre les salariés ont construit un syndicat. 7 fondateurs du syndicat ont été licenciés, entraînant une grève dure mais déterminée, pour le droit de s'organiser et des salaires décents. Quand des travailleurs se battent, quel que soit leur pays, c'est pour défendre les mêmes intérêts.